

F. 99 — 613

[98/29591]

1^{er} OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française appliquant l'article 25 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 10 et 11 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

Vu l'article 25 du décret du 13 juillet portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trois jours, l'urgence étant motivée par le fait que les dispositions de ce projet d'arrêté sont indispensables pour la bonne organisation de la rentrée scolaire 1998, qu'en effet, l'article 34 du décret prévoit que l'utilisation des reliquats ne peut se réaliser qu'après la concertation au sein des organes créés par l'article 25, que l'urgence n'est devenue extrême que faute d'avis rendu par le Conseil d'Etat dans le mois suite à la demande qui lui avait été adressée le 29 juillet;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 10 septembre 1998 et transmis le 14 septembre, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 juin 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à tous les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel ainsi qu'aux membres de leur personnel soumis au décret du 1^{er} février 1993 fixant statut des membres subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Art. 2. Il est créé, dans chaque entité visée à l'article 10 du décret du 14 mars 1995, un organe de concertation d'entité dont les modalités de fonctionnement sont fixées ci-après.

Art. 3. § 1^{er}. L'organe de concertation est composé de 6 représentants des pouvoirs organisateurs et de 6 représentants du personnel avec voix délibérative ainsi que de 3 directeurs des établissements d'entité, avec voix consultative.

Le(s) membre(s) du personnel éventuellement chargé(s) de l'aide à la gestion administrative et pédagogique participe(nt), en qualité d'expert(s), avec voix consultative, aux réunions de l'organe de concertation.

§ 2. L'organe de concertation est présidé par un représentant des pouvoirs organisateurs désigné, en son sein, par la délégation des pouvoirs organisateurs;

Le secrétariat de l'organe de concertation peut être confié à l'un des directeurs membres du conseil ou à l'un des membres du personnel éventuellement chargé de l'aide à la gestion administrative et pédagogique.

§ 3. L'organe de concertation présente une fois l'an, un rapport d'activité devant l'assemblée générale de concertation visée à l'article 4 afin de l'informer.

Art. 4. L'assemblée générale de concertation comprend l'ensemble des pouvoirs organisateurs, des directeurs et des délégués syndicaux de l'entité. Elle est présidée par le président de l'organe de concertation.

Art. 5. Les représentants des pouvoirs organisateurs au sein de l'organe de concertation sont désignés en son sein par le conseil d'entité pour la durée qu'il détermine. La qualité de membre du personnel de l'enseignement fondamental d'un pouvoir organisateur de l'entité est incompatible avec celle de représentant des pouvoirs organisateurs de l'entité au sein de l'organe de concertation.

Art. 6. Les représentants du personnel au sein de l'organe de concertation sont désignés de la manière suivante :

§ 1^{er}. Au sein de chaque établissement scolaire, un représentant du personnel est désigné par l'organisation syndicale majoritaire parmi les représentants au sein du Conseil d'entreprise ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou à défaut, dans les instances de concertation locales ou à défaut, dans la délégation syndicale, appartenant au seul niveau concerné. Il siège à l'assemblée générale prévue à l'article 4 du présent arrêté.

L'organisation syndicale majoritaire est l'organisation qui a obtenu le plus de suffrages lors de la dernière élection organisée pour les instances visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe.

En cas de contestation, le président de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre confessionnel est compétent.

§ 2. Les six mandats visés à l'article 3 sont répartis proportionnellement entre les organisations syndicales, selon la représentativité de chacune d'elles dans l'entité. Toutefois, chaque organisation syndicale ayant au moins un élu dans un conseil d'entreprise, un comité pour la protection du travail, une instance de concertation locale ou une délégation syndicale dans un des établissements concernés dispose d'au moins un mandat à l'organe de concertation.

Chaque organisation syndicale peut retirer l'accréditation conférée à ses représentants dans le courant de l'exercice du mandat.

§ 3. La composition de la délégation des représentants du personnel est revue à l'issue de chaque nouvelle élection organisée par les instances visées au § 2, alinéa 1^{er}.

Art. 7. Les trois directeurs visés à l'article 3 sont désignés par l'ensemble des directeurs des écoles fondamentales de l'entité, par consensus ou à défaut, par élection, pour une durée de quatre ans renouvelable.

Le président de l'organe de concertation prend l'initiative de convoquer les directeurs des écoles fondamentales de l'entité à cette fin, et le cas échéant, organise l'élection.

Art. 8. Font l'objet d'une concertation :

— l'utilisation des reliquats des capitaux-périodes gérés par le conseil d'entité, conformément à l'article 34 du décret et des mi-temps, conformément à son article 46;

— la fixation éventuelle de critères généraux d'engagement dans la fonction d'aide à la gestion administrative ou pédagogique.

Toute proposition fait l'objet d'un débat en vue d'arriver à un consensus.

Est adoptée toute proposition réunissant la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel. Si cette double majorité n'est pas atteinte, les représentants des pouvoirs organisateurs décident selon les modalités définies par le conseil d'entité.

Si les représentants des pouvoirs organisateurs décident à l'encontre de l'avis émis par les représentants du personnel à la majorité des deux tiers, ils en communiquent les motifs par écrit à la représentation du personnel.

Art. 9. Sont prises à la majorité des deux tiers à la fois au sein des représentants des pouvoirs organisateurs et au sein des représentants du personnel :

— la décision de consacrer à une aide à la gestion administrative ou pédagogique plus de 1 % (arrondi le cas échéant à la demi-charge supérieure) des capitaux-périodes maternel et primaire de l'entité (exprimés en équivalent temps plein), sauf lorsque le pourcent est inférieur à un équivalent temps plein, auquel cas la décision, à concurrence d'un équivalent temps plein, est prise conformément à l'article 8;

— les modalités et formes de concertation pédagogique prévues aux articles 24 et 25 du décret.

Art. 10. L'organe de concertation se réunit régulièrement à l'initiative du président ou à la demande de deux tiers au moins des représentants des pouvoirs organisateurs ou du personnel ou des directeurs.

Art. 11. Le Ministre ayant l'enseignement fondamental dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

N. 99 — 613

[98/29591]

1 OKTOBER 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toepassing van artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 10 en 11 van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de bevordering van het slagen in de basisscholen;

Gelet op artikel 25 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs en wijziging van de onderwijswetgeving;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat door de Raad van State moet gegeven worden binnen een termijn van maximum drie dagen, omwille van de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de bepalingen van dit ontwerp van besluit onontbeerlijk zijn voor de goede organisatie van de heropening der scholen in 1998, dat artikel 34 van het decreet inderdaad bepaalt dat de aanwending van de overschotten enkel mag besteed worden na overleg binnen de organen opgericht bij artikel 25, dat de noodzakelijkheid enkel dringend is geworden bij gebrek aan advies dat de Raad van State binnen de maand moest uitbrengen ten gevolge het verzoek dat hem op 29 juli werd ingediend;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 10 september 1998 en overgemaakt op 14 september, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 juni 1973,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op alle inrichtende machten van de schoolinrichtingen die onder de bevoegdheid vallen van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs en op hun personeelsleden die onderworpen zijn aan het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 2. Er wordt in elke entiteit bedoeld bij artikel 10 van het decreet van 14 maart 1995 een overlegorgaan voor een entiteit opgericht waarvan de nadere regels van werking hierna worden bepaald.

Art. 3. § 1. Het overlegorgaan bestaat uit 6 stemgerechtigde vertegenwoordigers van de inrichtende machten en 6 stemgerechtigde vertegenwoordigers van het personeel alsook uit 3 directeurs van de inrichtingen van de entiteit, met raadgevende stem.

Het personeelslid (de -leden) eventueel belast met de hulpverlening inzake administratief en pedagogisch beheer is (zijn) als deskundige(n) met raadgevende stem aanwezig op de vergaderingen van het overlegorgaan.

§ 2. Een vertegenwoordiger van de inrichtende machten, aangesteld in zijn midden door de afvaardiging van de inrichtende machten neemt het voorzitterschap waar van het overlegorgaan.

Het secretariaat van het overlegorgaan kan toevertrouwd worden aan een van de directeurs, lid van de raad of aan een van de personeelsleden dat eventueel belast is met de hulpverlening inzake administratief en pedagogisch beheer.

§ 3. Het overlegorgaan legt eenmaal per jaar een activiteitenverslag voor aan de algemene overlegvergadering bedoeld bij artikel 4 om haar op de hoogte te houden.

Art. 4. De algemene overlegvergadering bestaat uit al de inrichtende machten, de directeurs en de vakbondsafgevaardigden van de entiteit. Het voorzitterschap wordt waargenomen door de voorzitter van het overlegorgaan.

Art. 5. De vertegenwoordigers van de inrichtende machten binnen het overlegorgaan zijn midden aangesteld door de entiteitsraad voor de duur die hij bepaald. De hoedanigheid van personeelslid van het basisonderwijs van een inrichtende macht van de entiteit is onverenigbaar met die van vertegenwoordiger van de inrichtende machten van de entiteit in het overlegorgaan.

Art. 6. De vertegenwoordigers van het personeel in het overlegorgaan worden als volgt aangesteld :

§ 1. Binnen elke schoolinrichting wordt een vertegenwoordiger van het personeel aangesteld door de vakbond die de meerderheid heeft onder de vertegenwoordigers in de Ondernemingsraad of, bij gebrek eraan, in het Comité voor arbeidsbescherming, of bij gebrek eraan, in de lokale overleginstanties of bij gebrek eraan in de vakbondsafvaardiging, die deel uitmaakt van betrokken niveau en alleen van dat niveau. Hij heeft zitting in de algemene raad bepaald bij artikel 4 van dit besluit.

De vakbond die de meerderheid heeft is de organisatie die de meeste stemmen heeft geogst bij de laatste verkiezing georganiseerd voor de instanties bedoeld bij lid 1 van deze paragraaf.

In geval van betwisting, is de voorzitter van de Paritaire Commissie van het vrij confessioneel basisonderwijs bevoegd.

§ 2. De bij artikel 3 bedoelde zes mandaten worden proportioneel verdeeld onder de vakbonden, volgens de representativiteit van elke vakbond in de entiteit. Elke vakbond die ten minste een verkozene in een ondernemingsraad, een comité voor arbeidsbescherming, een lokale overleginstantie of een vakbondsafvaardiging in een van betrokken inrichtingen telt, beschikt evenwel over ten minste een mandaat in het overlegorgaan.

Elke vakbond mag de accreditatie toegewezen aan haar afgevaardigden in de loop van de uitoefening van het mandaat intrekken.

§ 3. De samenstelling van de afvaardiging van de vertegenwoordigers van het personeel wordt herzien op het einde van elke nieuwe verkiezing georganiseerd door de bij § 2, lid 1 bedoelde instanties.

Art. 7. De drie directeurs bedoeld bij artikel 3 worden aangesteld door al de directeurs samen van de basisscholen van de entiteit, bij consensus of bij gebrek eraan, bij verkiezing, voor een duur van vier jaar, hernieuwbaar.

De voorzitter van het overlegorgaan neemt het initiatief de directeurs van de basisscholen van de entiteit in dat vooruitzicht bijeen te roepen en desgevallend, houdt hij verkiezingen.

Art. 8. Er wordt overlegd over :

— de aanwending van de overschotten van de lestijdenpakketten ter beschikking van de raad van de entiteit, overeenkomstig artikel 34 van het decreet en van de halftijdse dagtaken, overeenkomstig artikel 46;

— de eventuele vaststelling van algemene criteria voor de werving in het ambt hulpverlening inzake administratief of pedagogisch beheer.

Over elk voorstel wordt een debat gehouden om een consensus te bereiken.

Wordt goedgekeurd elk voorstel waarover de meerderheid van tweederde wordt bereikt onder de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en onder de vertegenwoordigers van het personeel. Indien deze dubbele meerderheid niet wordt bereikt, nemen de vertegenwoordigers van de inrichtende machten hun beslissing volgens de nadere regels die door de raad van de entiteit worden bepaald.

Indien de vertegenwoordigers van de inrichtende machten een beslissing nemen die indruist tegen het advies uitgebracht door de vertegenwoordigers van het personeel bij meerderheid van twee derde, geven zij aan de vertegenwoordiging van het personeel schriftelijk kennis van de redenen ervan.

Art. 9. Worden bepaald bij een meerderheid van twee derde tegelijk onder de vertegenwoordigers van de inrichtende machten en onder de vertegenwoordigers van het personeel :

— de beslissing meer dan 1 % (desgevallend afgerond naar de hogere halve arbeidsprestatie) van de lestijdpakketten van het kleuter- en lager onderwijs van de entiteit (uitgedrukt in een gelijkwaardige voltijdse dagtaak) te besteden aan een hulpverlening inzake administratief of pedagogisch beheer, behoudens wanneer het percent lager is dan een gelijkwaardige voltijdse dagtaak, en in dat geval wordt de beslissing genomen overeenkomstig artikel 8, ten belope van een gelijkwaardige voltijdse dagtaak;

— de nadere regels en vormen van pedagogisch overleg bepaald bij de artikelen 24 en 25 van het decreet.

Art. 10. Het overlegorgaan komt regelmatig samen op initiatief van de voorzitter of op het verzoek van ten minste twee derde van de vertegenwoordigers van de inrichtende machten of van het personeel of van de directeurs.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het basisonderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 1 oktober 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX